


Procédure file

| Informations de base | |
|--|--------------------------------|
| DEA - Procédure d'acte délégué | 2014/2882(DEA) |
| Procédure terminée - acte délégué entre en vigueur | |
| Système provisoire d'acomptes sur les contributions visant à couvrir les dépenses administratives du Conseil de résolution unique au cours de la période transitoire | |
| Complétant 2013/0253(COD) | |
| Sujet | |
| 2.50.10 Surveillance financière | |
| 8.40.08 Agences et organes de l'Union | |

| Acteurs principaux | | | |
|--------------------|--|---------------|--------------------|
| Parlement européen | Commission au fond | Rapporteur(e) | Date de nomination |
| | ECON Affaires économiques et monétaires | | |

| Evénements clés | | | |
|-----------------|---|---|--------|
| 08/10/2014 | Publication du document de base non-législatif | C(2014)07164 | |
| 08/10/2014 | Période initiale pour l'examen de l'acte délégué 3 mois | | |
| 22/10/2014 | Annonce en plénière de la saisine de la commission | | |
| 04/11/2014 | Décision par la commission, sans rapport | | |
| 07/11/2014 | Pas d'opposition à l'acte délégué par le Conseil | | |
| 27/11/2014 | Résultat du vote au parlement |  | |
| 27/11/2014 | Décision du Parlement | T8-0067/2014 | Résumé |

| Informations techniques | |
|--|--|
| Référence de procédure | 2014/2882(DEA) |
| Type de procédure | DEA - Procédure d'acte délégué |
| Sous-type de procédure | Examen d'un acte délégué |
| Base juridique | Règlement du Parlement EP 0111-p6 |
| Etape de la procédure | Procédure terminée - acte délégué entre en vigueur |
| Dossier de la commission parlementaire | ECON/8/01552 |

| | | | | | |
|--|--|------------------------------|------------|----|--------|
| Document de base non législatif | | C(2014)07164 | 08/10/2014 | EC | |
| Recommandation de non-objection à l'acte délégué avant expiration du délai | | B8-0246/2014 | 17/11/2014 | EP | |
| Texte adopté du Parlement, lecture unique | | T8-0067/2014 | 27/11/2014 | EP | Résumé |

Système provisoire d'acomptes sur les contributions visant à couvrir les dépenses administratives du Conseil de résolution unique au cours de la période transitoire

Le Parlement européen a décidé par 545 voix pour, 72 contre et 51 abstentions, de ne pas faire objection au règlement délégué de la Commission du 8 octobre 2014 sur le système provisoire d'acomptes sur les contributions visant à couvrir les dépenses administratives du Conseil de résolution unique au cours de la période transitoire.

Le [règlement \(UE\) n° 806/2014](#) (règlement MRU) prévoit l'institution d'un conseil de résolution unique (CRU) à compter du 19 août 2014, sous la forme d'une agence de l'Union européenne. Le CRU devrait être pleinement opérationnel au plus tard le 1^{er} janvier 2015.

Le règlement MRU habilite la Commission à adopter des actes délégués relatifs aux contributions afin de déterminer les types de contributions et la façon dont leur montant est calculé et, en particulier, de déterminer les contributions annuelles nécessaires pour couvrir les dépenses administratives du CRU jusqu'à ce qu'il soit pleinement opérationnel.

En conséquence, la Commission a adopté, le 8 octobre 2014, le règlement délégué de la Commission sur le système provisoire d'acomptes sur les contributions visant à couvrir les dépenses administratives du Conseil de résolution unique au cours de la période transitoire. La durée d'examen par le Parlement et le Conseil est fixée à trois mois à compter de la date de notification de l'acte, à savoir jusqu'au 8 janvier 2015 ; elle peut être prolongée de trois mois supplémentaires.

Le Parlement a estimé que pour assurer le bon fonctionnement du CRU à compter du 1^{er} janvier 2015, il était nécessaire que ses modalités de financement soient définies dans les plus brefs délais et, en tout état de cause, avant le 1^{er} janvier 2015. Ainsi, le CRU pourrait régler ses premières dépenses administratives (rémunération du personnel, infrastructures, dépenses administratives et opérationnelles) grâce à des ressources propres.

En conséquence, le Parlement a déclaré ne pas faire objection au règlement délégué.